

C'EST TOUS ENSEMBLE ENSEMBLE QU'IL NOUS FAUT AFFRONTER QU'IL NOUS FAUT AFFRONS LE GOUVERNEMENT ET LES PATRONS





C'EST TOUS ENSEMBLE

QU'IL NOUS FAUT AFFRONTER LE GOUVERNEMENT ET LES PATRONS

Il y a eu la grève des infirmières. Ensuite, ça a été le tour d'une partie des postiers, en ordre assez dispersé. Puis le tour des traminots et conducteurs de bus de certaines grandes villes de province; ou des travailleurs de la Sécurité sociale à Montpellier, Marseille... ou d'une partie des mécaniciens au sol d'Air France. Il y a eu aussi des grèves et des débrayages dans des petites entreprises du secteur privé un peu partout dans le pays, dont la presse, la radio et la télévision ont moins parlé. Enfin, l'actualité a été dominée par les débrayages-bouchons dans les ateliers du RER et du métro parisien, pendant près de quatre semaines. Aujourd'hui la CGT parle d'un préavis de grève chez les cheminots pour la semaine prochaine.

Quand des grèves ou des débrayages s'arrêtent ici, d'autres reprennent là. Si ça continue, d'ici quelques mois, tous les travailleurs du pays auront plus ou moins touché à la grève, chacun séparément,

isolément.

A l'occasion des débrayages qui ont touché la RATP, le gouvernement Rocard a cru, à un moment, pouvoir choisir l'épreuve de force. Il a lock-outé deux lignes du RER, et tout comme Chirac il y a deux ans contre les cheminots, il a tenté de dresser les usagers, c'est-à-dire les autres travailleurs contre les grévis-

Mais les journalistes avaient beau tendre leurs micros au nez des travailleurs qui attendaient leur rame de métro, ils avaient bien du mal à leur arracher des paroles hostiles aux grévistes, malgré la gêne et la fatique l

quant à la vieille ficelle de la propagande gouvernementale qui consiste à crier à la manipulation politique des grévistes, ça a encore moins marché!

C'est qu'aujourd'hui le mécontentement est général. Et tous les travailleurs du pays savent bien qu'ils



pourraient avoir le même type de revendications que tous ces grévistes qui réclament, en ordre dispersé et avec plus ou moins de détermination, des augmentations de salai-

☆ ☆ ☆

Il y a un paradoxe à la situation. Tout se passe comme si la vapeur du mécontentement ouvrier s'échappait de façon désordonnée et à petite pression au lieu d'exercer une unique et puissante pression capable de faire sauter le couvercle patronal et gouvernemental. Alors, le gouvernement en profite pour tenter d'engager successivement l'épreuve de force contre les grévistes en essayant de les isoler du reste de l'opinion ouvrière. La tactique gouvernementale ne marche pas vraiment. Pas pour le moment. Mais elle montre qu'il est temps que les travailleurs en lutte adoptent une tactique plus efficace.

Nous ne pouvons pas nous battre «à l'économie», c'est-à-dire à moitié, contre nos adversaires. Les grèves corporatistes ou catégorielles ne sont pas plus efficaces que celles qui concernent toutes les catégories de travailleurs, bien au contraire. Croire qu'il suffit de détenir une bonne position technique pour intimider les patrons ou l'Etat-patron,

croire qu'on peut obtenir satisfaction à quelques-uns sans mobiliser toute sa force, celle du nombre, n'aboutit qu'à montrer à l'adversaire ses points faibles, ses propres divisions, ses hésitations et au bout du compte son manque de résolution. C'est ce qui donnera aux patrons et au gouvernement l'occasion de choisir leur moment pour rendre les coups d'autant plus durement.

Moins que jamais dans cette période de crise où les patrons et le gouvernement mènent une guerre économique sans merci aux travailleurs, la lutte de classe n'est un jeu qu'on peut pratiquer à l'économie en s'isolant du reste de la classe

Le temps des grèves à la petite semaine, des demi-grèves, des dixièmes de grève, par roulement ou même parfois par délégation, est révolu. A l'évidence, les dirigeants syndicaux, y compris ceux de la CGT qui se mettent aujourd'hui en avant, n'ont pas, ne veulent pas avoir une autre stratégie pour la classe ouvrière lui permettant de gagner l'épreuve de force contre le gouvernement et les patrons.

☆ ☆ ☆

N'attendons pas que ça vienne tout seul. Dès qu'ici ou là nous pensons que c'est le moment de s'y mettre (et il faut bien qu'il y en ait qui commencent), organisons-nous, préparons-nous à être forts, à engapréparons-nous à être forts, à engapréparent de force tous unis, ensemble, solidaires, tout en cherchant à rallier à nous les autres travailleurs, qui pour certains n'attendent peut-être que cela.

Soyons unis. Soyons forts. Le mécontentement général nous le permet. Et c'est la seule façon de nous donner une chance de vaincre comme de ridiculiser définitivement Rocard et ses pareils.

Social

•(5) LA GREVE dération syndicale? AU COUP PAR COUP

Journée d'action CGT du 27 septembre. «S'organiser», c'est en effet ce qui est indispensable, mais si la CGT pousse à la lutte entreprise par entreprise, alors à quoi bon une confé-



LE MYTHE DES GREVES A L'ECONOMIE

Certes, tous les travailleurs ne se décident pas à la lutte, et pas tous en même temps. Souvent ce qui les décide, c'est de constater un recul - même partiel - du gouvernement ou d'un patron, face à une catégorie ou à une autre. Et c'est en cherchant des objectifs qu'ils croient être à leur portée, que ces minorités de travailleurs donnent parfois à leurs revendications mêmes un caractère catégoriel ou local, en ayant le sentiment d'entrer en lutte "à l'économie".

La CGT peut se dire "démocratique" à bon compte en adoptant elle-même une tactique collant à ce qui reste, pour le moment, un faible niveau de combativité. Cela aboutit à des débrayages-bouchons, des grèves minoritaires ou même par délégation, quelques heures par jour seulement ou même par semaine, isolant délibérément du reste des travailleurs ceux qui se mettent en avant. Cité par le journal Les Echos du 5 décembre, dans le cadre de la préparation du 43° congrès de la CGT, Krasucki explique: "Nous disons aux travailleurs: catégorie par catégorie, décidez de ce qui vous convient. Dans le passé, et nous nous en sommes fait le reproche, nous avons trop globalisé". "Décidez de ce qui vous convient", dit la CGT, pas par souci démocratique, mais bien plutôt par une sorte de démagogie à l'égard des préjugés catégoriels. Car cela laisse entendre que ce qui convient à une catégorie de travailleurs qui croit détenir une position-clé, ne convient pas aux autres, "moins malins"... Et c'est ainsi que la CGT peut se mettre systématiquement à la tête ou même susciter des demi-mouvements de catégories minoritaires de travailleurs, sans craindre d'être débordée, tout en renforçant les barrières corporatistes.

Les dirigeants de la CGT ne visent qu'à coller aux mouvements actuels, pas à les renforcer.

DEVANT, MAIS PAS EN AVANT

Le "toujours devant!" de la CGT, dans la succession des conflits qui se déroulent actuellement ou se sont déroulés dernièrement, est indéniable. C'est à son initiative qu'aux PTT ou à la RATP par exemple les conflits ont vu le jour. Mais "toujours devant" ne signifie pas "toujours en avant!". Bien au contraire. La situation actuelle où le mécontentement des travailleurs est général, mais où le niveau de combativité est encore faible, convient parfaitement aux dirigeants de la CGT. Lorsqu'ils interviennent, c'est simplement pour essayer de la prolonger, sans la transformer. Ils ne visent pas à changer radicalement ne serait-ce que le rapport de forces moral entre la classe ouvrière d'un côté, le gouvernement et le patronat de l'autre, en faisant converger les luttes. Ils ne visent pas à faire gagner les travailleurs. Ils ne cherchent qu'à se mettre en situation de marchander le mécontentement ouvrier actuel. Que ce soit pour justifier et entretenir leur appareil, ou que ce soit pour servir les intérêts de celui du PCF, qui cherche à se refaire une santé électorale et organisationnelle.

Aujourd'hui, cela n'apparaît pas clairement aux travailleurs. D'autant moins que le Parti Socialiste, conjointement à la droite et les bourgeois crient "haro sur les grévistes", en même temps que "haro sur le PCF et la CGT". Les travailleurs, à juste titre, choisissent leur camp face à tous les antigrévistes. Mais il ne faudrait pas pour autant que les travailleurs les plus lucides renoncent à s'expliquer sur les limites que le PCF et la CGT veulent donner à l'offensive ouvrière, ni qu'ils renoncent par là à préparer un mouvement à une autre échelle, autrement plus rentable pour l'ensemble des travailleurs, que les actuels mouvements tournants, catégoriels et minoritaires.

Louis GUILBERT

à des actions. Nul doute que, si les revendications des travailleurs de la RATP, l'insuffisance de leurs salaires, leurs problèmes d'effectifs, justifient largement leur grève, cela justifie tout autant que les cheminots, encore plus mal payés, se mettent eux aussi en mouvement. Tout comme il était justifié que les postiers, les infirmières, les gardiens de prison, les travailleurs de l'audiovisuel l'aient fait eux aussi auparavant. Mais cette succession de mouvements, qui n'est certes pas le moyen le plus efficace pour per-

mettre à chacune de ces catégories de

travailleurs de remporter la victoire, est-

elle indépendante de la "bonne volonté"

des syndicats, en particulier de celui qui

a le plus d'influence dans le monde des

travailleurs, la CGT?

Avant que ne soit terminé le conflit à la

RATP, mais plus de quatre semaines

après qu'il a commencé, la CGT annonce

pour la SNCF qu'elle a déposé un préavis

de grève du dimanche 11 décembre à 20

heures au mercredi 14 décembre à 8

heures, dans le cadre duquel elle appelle



CARTE DE VISITE D'UN ANCIEN ET FUTUR MINISTRE

Le "socialiste" Jacques Delors, invité du "Grand Jury RTL-Le Monde", veut jourd'hui remplacer "la rigueur tous azimuts" par la "rigueur dans la croissance". Il a rappelé ses états de service comme médiateur, lors de la grève des mineurs en 1963, sous De Gaulle, et com-

me conseiller du gaulliste Chaban-Delmas, lorsque celui-ci fut Premier ministre à partir de 1969.

Des références effectivement sérieuses pour éventuellement succéder à Rocard et pour continuer une politique de droite avec une étiquette pas trop de gauche.

MOULINEX:

UN OS DANS LA PURÉE

Agé de 87 ans et sans héritier direct, le patron de Moulinex voudrait que ses ouvriers rachetent une partie des actions de l'entreprise et participent à une nouvelle société qui serait dirigée par les cadres et quelques banques prêteuses.

Ainsi les ouvriers de Moulinex seraient toujours exploités, et en plus ils devraient fournir des capitaux à leurs exploiteurs. Ils ne sont pas chauds, et on les comprend. Avant que l'usine soit vraiment à eux, il faudrait d'abord faire passer les "grosses légumes" à la moulinette.

Après plus d'un mois de débrayages dont pour certains une semaine de 24 heures de grève reconductible des ouvriers des ateliers d'entretien du RER, après neuf jours de mouvements divers pouvant aller jusqu'à 24 heures chez les conducteurs de bis, quatre syndicats - la CFDT, FO, la CFTC et les Autonomes - ont accepté les propositions de la

direction et appelé à la reprise du

travail.

Ces quatre syndicats qui n'avaient d'ailleurs pris aucune part, ni au déclenchement du mouvement, ni à son développement ont, sur le tard, le jeudi 1er décembre, appelé eux aussi à la grève. Seulement leur objectif n'était pas les 1000 F, avancés par la CGT, mais uniquement 300 F d'augmentation. Dès lors, la direction, et avec elle le gouvernement, ont eu des interlocuteurs avec lesquels ils pouvaient parvenir aisément à un accord.



Vers la signature de l'accord

Travailleurs en lutte

Dans la soirée le médiateur nommé par le gouvernement organise de nouvelles rencontres entre les syndicats et la direction. De ces négociations sort un protocole d'accord qui doit être soumis aux travailleurs le lendemain mardi. Les propositions de la direction sont les suivantes: 90 F d'augmentation et 90 F de prime intégrée au salaire en janvier 1989; 60 F d'augmentation et 60 F de prime intégrée au salaire en janvier 1990 pour les machinistes et les conducteurs ; 150 F et 30 F de prime intégrée au salaire dans les mêmes conditions pour les ouvriers des ateliers. Par ailleurs, en ce qui concerne les deux augmentations de 1,1% prévues en 1989, celle qui devait précédemment être versée en mars ne le sera qu'en mai et celle de novembre qu'en décembre. C'est ainsi que la direction se rattrape. Il est prévu également un avancement d'échelon d'un an, ce qui donne au moment du passage 150 F à un ouvrier, contre 450 F à un cadre!

La CFDT, FO, la CFTC et les Autonomes ne cachent pas qu'ils sont plutôt satisfaits, alors que les propositions sont bien loin des seuls 300 F qu'ils réclamaient. Dans un premier temps la CGI s'est dit simplement réservée et se contente de déclarer par la bouche de Jacques Delalée, son responsable à la RATP, que ce n'est pas ce que réclamaient les travailleurs, mais que c'est plus que ce que la direction était disposée à donner au départ.

Dans les assemblées de mardi, la CGT dénonce tout de même le protocole d'accord, tout en expliquant ça et là que jamais la direction n'a cédé autant après une grève. Le même jour, la reprise commence à se dessiner aux ateliers de réparation du RER. Bref, un certain désarroi, un certain flottement s'installent, bien que beaucoup de grévistes refusent absolument les propositions de la direction, les jugeant à juste titre dérisoires.

Beaucoup de militants de FO et de la CFDT s'affirment contre la signature de l'accord. La CFDT réunit ses sections syndicales. Sur 30 sections, 27 se prononcent contre l'accord. Ce qui n'empêche pas la direction de ce

Aussitôt la nouvelle connue dans les dépôts, c'est la colère parmi les grévistes. Des militants FO et CFDT sont outrés que leurs syndicats aient pu signer. Et ils le disent publiquement. Pour la plupart des travailleurs, il n'est pas question de reprendre comme ça. Le mouvement peut-il encore repartir, s'approfondir même? En tout cas, la direction de la CGT, tout en affichant un certain radicalisme verbal s'oriente vers «d'autres formes d'action». C'est-à-dire qu'elle discute, ainsi par exemple de la grève de quelques ouvriers par atelier, payés par ceux qui continuent à travailler! C'est ce qui s'était fait par exemple aux ateliers de réparation du métro de Saint-Ouen. Mais ce qui semble devenir la règle, ce sont les mouvements limités dans le temps... pour tenir plus longtemps! Au dépôt de Montrouge, un des plus engagés dès le début dans la grève de 24 heures, c'est la grève de deux heures qui est retenue à partir du jeudi 8 décem-

Cette semi-reprise se fait dans l'incertitude quant aux décisions prises dans les autres secteurs, sans liaison ni concertation avec les autres dépôts et ateliers.

D'ailleurs une telle attitude fut une constante depuis le début du mouvement dans la politique de la CGT. Jamais elle n'a informé les grévistes des décisions qui se prenaient ailleurs. Et lorsque des grevistes de plusieurs dépôts du sud de Paris voulurent se rendre dans d'autres secteurs pour que puissent se tisser des liens directs entre travailleurs, elle s'est opposée à ces initiatives. De la même façon, à aucun moment lorsque le mouvement montait, elle n'organisa une manifestation centrale de tous les agents de la RATP, alors que dans cette entreprise où les 38000 travailleurs sont très dispersés, un tel rassemblement de tous les grévistes aurait pu redonner confiance et surtout permettre à tous de mesurer la profondeur et les possibilités du mouvement.

A l'heure où nous écrivons le mouvement continue donc à la RATP, quasi exclusivement sous la forme d'une ou deux heures de débrayages par jour, bien suivis notamment dans les dépôts de bus, même si beaucoup savent qu'en l'état actuel de la grève, il y a bien peu de chances que le gouvernement cède encore.

A ce moment de la grève, le mouvement, sans prendre de l'ampleur, tenait bon là où il s'était engagé. Le cran supérieur aux multiples débrayages qui avaient commencé à asphyxier le RER avait été franchi le lundi 28 novembre, après que la direction eut engagé l'épreuve de force avec les grévistes en fermant les lignes A et B du RER.

Cette décision avait entraîné un développement de la grève, qui passa à 24 heures dans les ateliers de réparation du RER. Dans le même temps, les dépôts de bus entraient eux aussi dans le mouvement : deux heures de grève pour la plupart, 24 heures pour quelques-uns (Thiais, Fontenay-aux-Roses, Montrouge et Ivry). Les ateliers du métro débrayèrent de même, tandis que des camions de matériel et de pièces de rechange restaient bloqués aux ateliers de réparation des bus de Championnet qui faisaient une à deux heures de grève par jour.

A la veille du week-end du 3 et 4 décembre, la grève reste donc étale. Bien des agents sont satisfaits que quatre syndicats aient rejoint le mouvement, mais ce dernier ne se renforce pas pour autant.

Lundi 5, presque pas de changement en ce qui concerne le nombre de grévistes ou la durée des débrayages. Les camions militaires et les cars privés ne peuvent remplacer le RER. Un bus sur deux seulement circule. Deux lignes du métro sont totalement fermées, tandis que d'autres sont interrompues dans la journée. Ces arrêts ne sont pas dus aux débrayages de deux heures effectués par bon nombre de conducteurs mais plutôt à la non-réfection des rames, occasionnée par les mouvements qui perturbent les ateliers de réparation du métro.



PERSISTE Dans le métro parisien

turbé sur le réseau ferré, mais la grève est malgré suivant les jours et les ter-

Sur la ligne 8 (Balarddébrayé une heure. A Porte-d'Orléans égaleainsi que dans quelques autres terminus.

Cette semaine, le trafic a au fait que les trains deveété encore fortement per- naient de plus en plus nombreux à ne plus pouvoir rouler, par suite de la grève tout minoritaire et variable des ateliers. Mardi 6 décembre, sur la ligne 4 (Orléans-Clignancourt), il y avait 28 rames inutilisa-Créteil), les agents de bles sur un total d'une cin-Balard ont régulièrement quantaine. Les trains sont parfois arrêtés à cause d'avaries, mais ils doivent ment. La grève de deux aussi subir régulièrement heures a été suivie à Nation une révision périodique au bout d'un certain nombre de kilomètres parcourus. La dégradation du trafic Pendant cette révision, on a été due en grande partie change des pièces, on véri-

fie des points de sécurité. Eh bien, sur la ligne Orléans-Clignancourt toujours, la direction a tout simplement fait passer de 230 à 275 tours la périodicité de révision.

Le trafic s'est donc fait dans des conditions de sécurité fort mauvaises. Sur plusieurs lignes, des voyageurs qui ne pouvaient monter dans les voitures s'étaient installés pour voyager sur les tampons entre les voitures. Des agents de maîtrise et des cadres ont fermé les yeux en disant qu'il n'était pas opportun de couper le courant. Sur Orléans-Clignancourt, certains conducteurs non grévistes ont voulu faire appliquer le «droit de retrait» (le droit de s'arrêter de travailler quand la sécurité est en cause) pour protester contre le danger ainsi créé. La direction, ne voulant pas reconnaître ce droit, les a tout simplement considérés comme grévistes.



MONTROUGE

Montrouge est un dépôt où la grève de 24 heures reconductible avait été décidée. Le blocage des portes s'y est fait à de nombreuses reprises depuis le lundi 28 novembre : on bloque, les policiers arrivent, on parlemente, on débloque... Cependant, cette routine a été quelque peu perturbée vendredi par quelques grévistes qui ont proposé à la CGT d'organiser une assemblée générale des grévistes de tous les secteurs. Devant les tergiversations du syndicat, ils ont décidé d'aller voir eux-mêmes d'autres secteurs. Au total une cinquantaine de personnes ont quitté l'assemblée pour aller à Malakoff, où ils rencontrèrent des machinistes de Fontenay, avec lesquels ils allèrent d'abord à Fontenay puis aux ateliers FR de Montrouge.

Mardi 6 décembre, un vote à bulletins secrets a été organisé sur le protocole proposé par la direction. Une majorité s'est dégagée pour la poursuite du mouvement, mais les 24 heures ont été abandonnées au profit des deux heures. Le mouvement continue donc mais le moral n'est plus à l'enthousiasme.



FONTENAY-**AUX-ROSES**

Le dépôt de Fontenay-aux-Roses est un des dépôts les plus en pointe depuis le début du mouvement.

Jeudi 1er, quelques machinistes, pensant qu'il était nécessaire de rencontrer d'autres machinistes et d'autres ouvriers, pour étendre et renforcer le mouvement, s'étaient rendus au dépôt de Montrouge, aux ateliers FR de Montrouge ainsi qu'au dépôt de Malakoff...

Vendredi 2 décembre, une assemblée de 150 personnes décide de maintenir les piquets de grève durant le week-end. En début de semaine, la grève est reconduite majoritairement. Un groupe de travailleurs va faire une petite visite aux ateliers de Massy. Aux piquets de grève, mardi, le protocole d'accord est commenté par les grévistes, qui craignent que les syndicats le signent. Lors d'un vote à bulletins secrets, 137 travailleurs se prononcent contre le protocole, 13 pour.

Mercredi 6 décembre, le dépôt est toujours en grève à 68%. Une nouvelle assemblée de 60 personnes se réunit à 15 h et vote la grève de 24 heures pour le lendemain jeudi. Lorsque les grévistes apprennent que l'accord est signé, c'est la colère. Un militant de FO, écœuré par la signature, appelle les travailleurs à ne pas voter pour son syndicat lors des prochaines élections professionnelles qui doivent avoir lieu en janvier.

Dans ce dépôt de bus, depuis le début, 20% des machinistes et la plupart des ouvriers débrayent deux heures. La CGT appuie cette forme de grève, «pour durer», dit-elle.

Lorsque les propositions de la direction furent connues, les grévistes, unanimes, les refusèrent. Mardi, à 9 h, les choses se précipitent quelque peu: exaspérés, les 60 ouvriers de l'atelier bloquent les portes. Il y a bousculade avec la maîtrise, qui appelle la police, mais entre-temps, les bus déjà sortis qui veulent rentrer bloquent tout le quartier ! Une pagaille monstre s'ensuit. Enfin, au bout d'une demiheure, les ouvriers rouvrent les portes. Quarante d'entreeux et une dizaine de machinistes veulent se rendre à la manifestation de la CGT devant le siège de la direction. Ils grimpent dans un «96». Voyant cela, un cadre dit au machiniste: «Conduis-les làbas haut-le-pied !» (sans marquer les arrêts). Après la pagaille du matin, il préférait sans doute les savoir n'importe où plutôt qu'au dépôt!

NANTERRE

Dans ce dépôt aussi, les machinistes et les ouvriers sont en grève de deux heures. Mardi 5, après l'annonce des propositions de la direction, il y eut un certain flottement. A l'assemblée, la CGT explique sa position: «Ça ne suffit pas. Il faut continuer les débrayages de deux heures», tandis que le délégué FO se déclare satisfait et prêt à reprendre le travail.

Le lendemain, après que les quatre syndicats ont signé l'accord, bien des travailleurs sont écœurés mais ne voient pas comment faire pour que la direction cède. En tout cas, il n'est pas question pour la plupart d'arrêter tout de suite. La CGT, elle, semble vouloir poursuivre la grève de deux heures au moins jusqu'au lundi 12 décembre pour, ditelle, faire la jonction avec les cheminots qui doivent se mettre en grève ce jour-là.

Aux ateliers de réparation des bus de Championnet

mite au blocage des pièces et à une ou deux heures de débrayage par jour. La semaine débute sur une as- joints des travailleurs du vrier! semblée de 150 personnes Magasin et des bureaux, qui reconduit la grève dans l'heure de débrayage est les mêmes formes.

travailleurs de Champion- direction locale. Là les traformant quasiment la moi- satisfait : l'avancement d'é- 24 heures.

tants.

A l'assemblée du lendereconduite et se passe en Mardi 6 décembre, 200 manifestation auprès de la

Là, le mouvement se li- tié de l'effectif des manifes- chelon peut correspondre pour un cadre à un bond de l'ordre de 400 à 500 F, main, à laquelle se sont contre 150 F pour un ou-

Dans l'après-midi, nous apprenons par la radio que les quatre syndicats ont signé l'accord. La colère est net se rendent à la manifes- vailleurs apostrophent les réelle mais pas au point que tation appelée par la CGT cadres et leur demandent si la grève limitée sur l'atelier devant le siège de la RATP, le protocole d'accord les se transforme en grève de



RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL:

PROFIL GAUCHE OU PROFIL DROIT, LE PROFIL DE L'ARGENT SUR LE PETIT ÉCRAN

Le Parlement - ou ce qu'il en restait, compte tenu de l'absentéisme parlementaire - s'est à nouveau penché sur une nouvelle réforme de l'audiovisuel, la troisième en six ans. Après la loi Fillioud en 1982, la loi Léotard en 1986, voici la loi Lang en 1988. Passée grâce à l'abstention des centristes, pour l'essentiel elle aura pour but de remplacer la CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés) par le CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel). La première avait 13 membres - dont d'aussi célèbres que Michel Droit - nommés pour 9 ans; le second en aura neuf, nommés pour six ans. Mais attention, en faisant nommer le CSA par le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat, à raison de trois membres chacun, le CSA sera dominé par des amis de Mitterrand au lieu d'être à majorité de gens proches de la

droite, comme cela avait été le cas avec la CNCL instituée sous le gouvernement Chi-

Qu'est-ce que cela changera? Les chaînes privées ne seront pas renationalisées pour autant, pas plus TF1 vendue à Bouygues sous Chirac que la «Cinq» vendue à Berlusconi sous Fabius. La télévision ne sera pas de meilleure qualité, et continuera à servir en premier lieu de support publicitaire et de moyen de faire de l'argent à des groupes qui se partagent le marché de la publicité. On retrouvera, aux plus grandes heures d'écoute, les mêmes programmes indigents sur des chaînes se faisant concurrence.

Mais, du CSA comme avant de la CNCL, dépendra l'attribution d'émetteurs ou l'attribution de fréquences radio, et la plus ou moins grande tolérance de leurs débordements par rapport à un cahier des charges, notamment sur leur programme et la quantité de publicité. Là encore, il y a de l'argent en jeu. Ce ne sont pas les mêmes groupes qui en profiteront le mieux, selon que le CSA, cet «honorable» organisme, sera composé des amis des uns plutôt que des amis des

Là aussi, ça n'est que l'alternance.

L.G.

Tabac: LE GOUVERNEMENT SUPPRIME UNE PETITE HYPROCRISIE, MAIS MAINTIENT LES GRANDES

qu'un amendement gouvernemental a été adopté par le Parlement. Il s'agissait d'interdire la publicité «détournée» sur les tabacs et cigarettes, publicité qui porte sur les allumettes, les briquets, etc. La loi Veil de 1976 interdit en effet la publicité pour les tabacs et cigarettes, à deux grosses exceptions près : les journaux pour adultes et le sponsoring sportif. Ainsi, par exemple, une voiture de course peut s'appeler tout à fait légalement Ligier-Gitanes.

exemple, est hypocrite et choquante. D'autant plus qu'un des organismes qui s'y livrent est le SEITA, une régie sous le contrôle de l'Etat..., et donc avec l'agrément de l'Etat. Mais la loi Veil elle-même, avec ses exceptions, est hypocrite. Alors, un peu plus, un peu moins... Le gouvernement n'a en tout cas pas proposé de modification de cette loi. Pas plus qu'il n'a retenu un autre projet proposé par Jacques Barrot

C'est à l'unanimité (pas un révolutionnaire pourtant) qui voulait interdire la plupart des publicités sur les boissons alcooli-

On ne verra donc plus les allumettes «Gauloises Blondes», mais on parlera encore du Circuit Paul-Ricard et de Ligier-Gitanes. L'hypocrisie demeure.

On peut certes s'interroger sur la nocivité de la pub sur les tabacs. Après tout, les drogués n'ont pas besoin de pub pour s'empoisonner. Néanmoins la direction du SEITA affiche La publicité «détour- sa satisfaction. Elle doit née» sur des allumettes, par faire cette année 450 millions de bénéfices. On estime par ailleurs que le tabac fait 50 000 morts par an en France. Chaque cadavre de fumeur rapporte 9 000 F au SEITA. Calcul approximatif, puisqu'il ne prend pas en compte les marques étrangères. Mais cela donne une idée...

Voilà ce gouvernement de gauche : des gens qui mettent un petit filtre à une grosse drogue.

A.V.



QUI EST GÉNÉREUX ET QUI NE L'EST PAS?

week-end, l'émission sur A2 destinée à attirer des dons pour la recherche médicale, a rapporté 185 millions. Les gens sont généreux, et ce sont souvent les plus démunis.

Mais quand on compare cette somme à un seul char de combat, un seul Rafale, on s'aperçoit qu'elle est dérisoire.

Le Téléthon du dernier Et les cadeaux gouvernementaux envers les patrons se chiffrent, eux, par milliards.

Si les chercheurs font la quête, c'est parce que l'argent des impôts est détourné : il devrait servir, entre autres, à la recherche. Et ce sont les militaires et les patrons qui devraient faire des collectes au coin des rues.

ROCARD S'ENVOIE EN L'AIR

Pourquoi Rocard a-t-il éprouvé le besoin d'effectuer, en tant que copilote, un vol à bord d'un Mirage 2000 ? Pour épater la galerie ? Pour faire un geste affectueux en direction de l'armée ? Pour faire une promesse déguisée à Serge Dassault à propos du Rafale? Pour conjurer sa baisse dans les

Ne cherchez pas : il voulait tout bêtement prendre le métro. Il n'a pas pu, alors il a pris

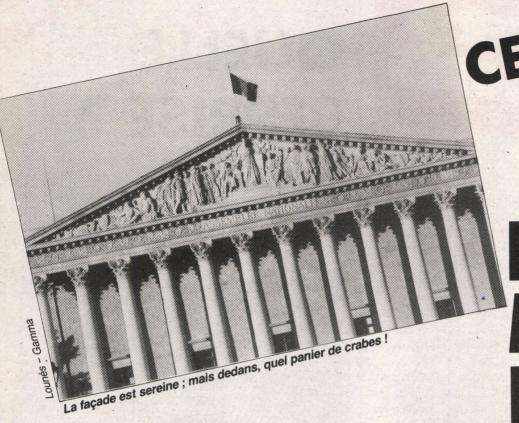


AU TURBIN ET QUE CA SAUTE!

Samedi 3 décembre, les camions militaires réquisitionnés par Rocard pour assurer les transports en banlieue parisienne ont été mis en service réduit et, dimanche 4 décembre, carrément supprimés (pour être remis en service lundi). Les banlieusards n'avaient plus qu'à rester dans leur HLM!

Trimbalés en camions militaires, au froid et à la pluie, les jours de travail, pour que les patrons ne souffrent pas trop de l'absentéisme ; parqués chez eux les jours de repos : voilà toute la considération qu'a un Rocard pour les «usagers» qu'il

prétend défendre.



CENSURE OUVERTURE

LES DEUX MAMELLES DUPOLITICIEN

Une motion de censure a été déposée mardi 6 décembre par le RPR. Elle devait être soumise au vote à la fin de la semaine. Le RPR vise la politique sociale du gouvernement qui, d'après Chirac, «n'a pas l'autorité nécessaire pour conduire les affaires face à une période de crise». En fait, parmi les politiciens de la droite, beaucoup ne se privent pas de reconnaître que le gouvernement Rocard ne mène pas une autre politique que celle qu'aurait menée, dans la même situation, un gouvernement du RPR ou de l'UDF. Ils savent aussi fort bien que la censure n'a aucune chance d'être votée, puisque le PCF a annoncé par avance qu'il ne mêlerait pas ses voix à celles de la droite pour censurer le gouvernement, et que celle-ci, à elle seule, n'est pas majoritaire.

pas en fait le gouvernement qui est visé par cette motion de censure, mais bien... l'opposition de droite. Il s'agit de saisir l'occasion fournie par les difficultés sociales du gouvernement pour forcer les centristes en particulier à voter avec le RPR et le reste de l'UDF; bref, pour démontrer qu'il y a bien une opposition, qu'elle est unie et qu'en son sein l'initiative appartient au RPR.

Mais comme justement l'opposition n'est pas unie et que tout le monde n'apprécie pas que le RPR joue à en être le chef, l'initiative de cette motion de censure a entraîné, comme on dit, des mouvements divers. Giscard d'Estaing l'a jugée «inopportune» et l'UDF Alain Lamassoure, père d'un fameux amendement contre les grèves dans les services publics, a parlé plutôt d'une proposition de loi qui fixerait un «service

C'est pourquoi ce n'est minimum», faisant valoir que «l'opposition (...) doit être constructive». Pour finir, la motion de censure n'a été signée ni par le groupe UDF, ni par le groupe centriste, qui ont préféré en laisser la responsabilité au RPR.

> Restait la question du vote de la motion. Le RPR attendait évidemment au tournant les fameux «centristes» qui, tout en étant officiellement dans l'opposition, ont fait leur groupe à part au Parlement aux seules fins de pouvoir répondre aux offres d'«ouverture» du gouvernement socialiste.

Le marchandage a eu lieu et Méhaignerie, le président du groupe centriste, ne s'est pas trop mal débrouillé en imposant quelques-unes de ses volontés au gouvernement. La fameuse «loi Méhaignerie» sur les loyers, qu'il était question d'aménager (très

légèrement en faveur des locataires), a été pratiquement reconduite telle quelle par l'Assemblée. Le même Méhaignerie aurait aussi fait valoir ses observations à propos du projet de Conseil supérieur de l'audiovisuel et Rocard lui aurait prêté une oreille attentive; les centristes ne devraient pas être oubliés dans la distribution des

fauteuils. Gage supplémentaire de Rocard aux centristes: le Premier ministre est intervenu lui-même à l'Assemblée contre les grèves à la RATP en dénonçant la «manipulation» du PCF et de la CGT.

Aux dernières nouvelles, tout cela ne serait pas encore assez, et les députés centristes seraient quand même décidés à voter la

motion de censure du RPR. Les municipales approchent, la constitution des listes est en marche et ce n'est pas le moment, face aux électeurs, d'encourir tude jusqu'au bout. On ne l'accusation de faire le jeu sait jamais. L'art de se faire du PS...

Bien que centristes et UDF aient fait la fine bouche pour signer sa motion, le RPR aura, selon toute probabilité, la satisfaction

de la voir votée par l'ensemble de l'opposition. Ce qui n'empêchera sans doute pas les fameux «centristes» de laisser planer l'incertidésirer peut encore rapporter, discrètement bien sûr, quelques nouveaux fauteuils...

André FRYS

DILEMME AU PS:

COMMENT OBTENIR **DES PLACES** DANS LE METRO SANS EN PERDRE **AUX ÉLECTIONS?**

CONGRES DU PARTI SOCIALI La réussite du PS, c'est bien là tout le problème (congrès de

Bourg-en-Bresse en 1983).

tain nombre de sièges socialisgouvernement Rocard, tout comme le gouvernement Chirac précédent, mène une politique impopulaire face au mouvement revendicatif dans les services publics. Les préoccupations électorales des uns s'accordent mal de la politique gouvernementale de l'autre.

De plus, avec sa façon de s'en prendre aux «porteurs de pancartes» du PCF, aux «encagoulés» de la CGT, en

se pointent à l'horizon de grève, «font un usage détourné mars prochain et qu'un cer- et souvent illégal», Rocard rend bien difficiles les perspectes vont être remis en jeu, le tives d'accord électoral entre le PC et les socialistes.

> D'où l'inquiétude de certains socialistes qui crée visiblement une ambiance un tantinet tendue au sein des instances dirigeantes du PS. C'est Henri Emmanuelli, numéro deux du PS qui, au Bureau exécutif du PS du 30 novembre dernier, échangeait des mots avec Alain Richard, autre socialiste, rapporteur général du budget et rocardien,

pour les socialistes! Alors exigences indues» et en dénon- Rocard vis-à-vis du PC ne térité et de rigueur du gouverque les élections municipales çant ceux qui, du droit de s'accompagne pas d'une même nement, avec son refus de fermeté vis-à-vis de la droite, ce qui aurait évité à Méhaignerie de pouvoir féliciter le Premier ministre de ses propos. C'est encore Mauroy qui déclarait pour sa part que l'impératif de solidarité avec le gouvernement, c'est bien gentil, mais qu'il faudrait aussi que le gouvernement sache tenir compte des socialistes, en leur permettant de ne pas assumer la responsabilité et les conséquences de sa politique. Le problème des socialistes se résume là.

En fait, au sein du Parti Socialiste, il n'y a aucun dés-

Les temps sont difficiles affirmant «ne rien céder aux et regrettait que la fermeté de accord sur la politique d'aussatisfaire les revendications des travailleurs des services publics. Mais être le parti godillot d'un gouvernement qui mène une politique impopulaire, c'est parfois bien lourd à traîner, lorsqu'on doit aller briguer les suffrages des électeurs et que ce sont ceux qui sont bien assis au gouvernement qui mettent les bâtons dans les roues. Alors, ça polémique un peu au sein du PS non sur la meilleure façon de gouverner, mais sur la meilleure façon... d'en parler.

L. P.

LA SUISSE CONTINUERA D'EXPLOITER L'ENSEMBLE DE SES IMMIGRÉS

L'Action Nationale, l'équivalent suisse du Front National, ayant obtenu suffisamment de signatures, a réussi conformément à la loi à faire un référendum, le 4 décembre, à propos de l'immigration.

Il y a en Suisse un million d'étrangers sur 6,6 millions d'habitants (soit 15 %), dont 750.000 travailleurs sur 3 millions (soit cette fois 25 %), proportion bien plus élevée qu'en France. L'Action Nationale proposait diverses mesures pour réduire de 400.000 en quinze ans le nombre des étrangers.

A l'exception de l'AN, tous les partis suisses, aussi bien ceux de gauche que les représentants du patronat, ainsi que le gouvernement fédéral lui-même, ont fait campagne contre le projet Nationale.

D'une certaine manière, presque tous les Suisses, bourgeois, petits bourgeois et aristocratie ouvrière, trouvent un avantage au maintien des travailleurs étrangers. Ils font les travaux les plus pénibles et sont les moins payés. Ce sont aussi des consommateurs. Beaucoup de Suisses ont fait leurs comptes et ont trouvé des motifs pour les garder. Et puis, il y a quand même des gens de gauche et des anti-racistes.

Un peu plus de la moitié des électeurs (52,3 %) ont pris part au vote. 1.500.000 ont voté «non», contre la proposition de l'Action Nationale, c'est-à-dire pour conserver les immigrés; et 730.000 ont voté «oui», c'est-à-dire pour renvoyer une partie des immigrés. Compte tenu du contexte, il ne s'agit évidemment pas d'une pousanti-immigrés de l'Action sée à gauche, même si on ne peut évidemment que se réjouir que les «non» l'aient emporté.

Un autre vote, ce même 4 décembre, a eu lieu, sur proposition de l'Union syndicale, à propos de l'abaissement progressif de la durée du travail, qui est actuellement en moyenne de près de 43 heures par semaine. Là aussi les «non» l'ont emporté, dans la même proportion des deux tiers contre un tiers. Les Suisses veulent bien conserver leurs immigrés à condition qu'ils triment dur!

Le corps électoral suisse, même s'il ne rejoint pas les propositions de l'extrêmedroite, est donc très conservateur. Il est vrai que, dans ce pays, le quart de la classe ouvrière n'a pas le droit de vote. Ou du moins pas en Suisse. Car dans ce pays qui a la réputation d'être ultra-démocratique,

cas des référendums du 4 décembre.

diverses formes de limitation du suffrage universel, le suffrage censitaire ou suffrage est prétendument grés n'ont pas le droit de n'ont ainsi pas le droit de vote. L'avoir ne changerait à leur sort. Mais ne pas peu!

André VICTOR



comme dans le reste de l'Europe d'ailleurs, on trouve normal et naturel qu'une grande partie des travailleurs, les immigrés, ne votent pas, et en particulier sur des problèmes qui les concernent au plus haut point, comme dans le

Autrefois, il existait d'autres. Aujourd'hui le universel, mais les immivote. Plusieurs millions de travailleurs, en Europe, sans doute pas grand-chose l'avoir permet de mesurer à quel point nos régimes démocratiques le sont

Selon le journal écono- création des richesses, alors que «les trois quarts ont été créés dans le secteur des services, où les ricaine risquerait le «surrémunérations sont plus faibles», commentait un banquier américain.

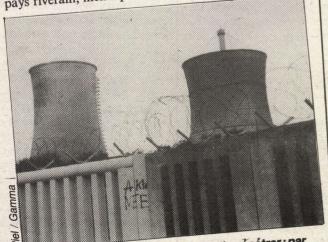
D'autre part, ces créations d'emplois n'améliorent quasiment pas la situation globale de l'emploi, dans un pays où la crise économique reste la réalité, derrière l'illusion de la «reprise». Au cours de ce même mois de novembre, une hausse du nombre des chômeurs a été enregistrée, due à l'arrivée de 560.000 nouveaux demandeurs d'emplois. Et le bilan de cette prétendue «accélération 700.000 emplois créés en des créations d'emplois» deux mois, soit en octobre reste l'existence de 6,6 millions de chômeurs aux Etats-Unis.

L.P.

IL Y A DU BECQUEREL DANS L'AIR

Un magazine spécialisé américain, Nucleonic Week, a révélé que la centrale nucléaire Biblis, près de Francfort en RFA, a été l'objet d'un grave accident de fonctionnement mettant en cause le circuit de refroidissement du cœur du réacteur. Des fuites radioactives auraient eu lieu dans des circuits secondaires à la suite de cela et, plus grave, on risquait d'aboutir à une fusion du réacteur. Comme à Tchernobyl.

Les autorités d'Allemagne fédérale avaient fait silence sur cet accident. La radioactivité passe plus facilement les frontières que la «Transparence». De quoi rendre «vert» un citoyen d'Allemagne ou d'un pays riverain, même pas spécialement «écolo».



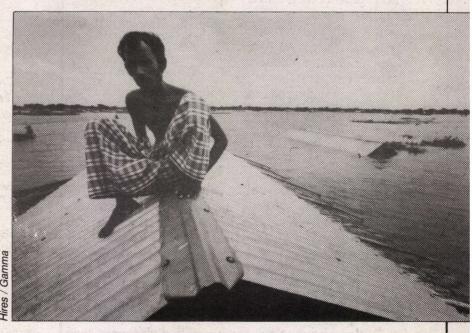
Centrale nucléaire en RFA. Il est dur d'y pénétrer ; par contre il y a des fuites!

COMMENT FAIRE DU PROFIT UR LES INONDATIONS

Jacques Attali, conseiller de Mitterrand, a survolé le Bangladesh ravagé par des inondations, où les victimes se comptent par milliers. Dans ce pays archipauvre, les crues sont régulières et il faudrait faire de grands travaux, des barrages, drainages, etc.

A première vue, il y en aurait pour cent milliards, ce qui n'est d'ailleurs pas gigantesque à côté de tous les gaspillages qui ont lieu dans le monde. Mais où trouver cette somme pour payer les entreprises, qui, elles, ne feront pas de cadeaux?

Surexploiter encore plus les misérables Bengalis? Faire payer l'Etat français ou d'autres ? Les patrons attendent de pied ferme l'inondation des capi-







Des travailleuses dans le bâtiment, à New York. La reprise, c'est surtout une façade...

mique La Tribune de l'Ex-

pansion du 5 décembre

dernier, l'économie amé-

régime» (rien que ça!)

sous prétexte «d'une forte

accélération des créations

d'emplois en novembre».

«700.000 emplois créés en

deux mois», s'alarme le

journal, commentant:

«Si l'on veut éviter une

flambée d'inflation, c'est

trop et trop vite»! En

somme, ce serait les tra-

vailleurs qui créeraient

l'inflation, et pas les affai-

ristes en tout genre qui

spéculent à Wall Street et

continuent à n'investir

que très chichement dans

la production. Car, sur ces

novembre,

170.000 l'ont été dans l'in-

dustrie, dans le secteur de

seuls

8 • Lutte Ouvrière nº 1071 - 10 décembre 1988 •

Dans le monde

L'ONU EN EXIL... POUR DISCUTER DE L'EXIL PALESTINIEN

Le 8 décembre 1988, la «révolution des pierres» palestinienne a eu un an. Cela fait un an que la population des Territoires occupés, avec pour seules armes les pierres qu'elle peut ramasser, s'affronte à l'armée d'Israël et à sa répression. Une répression quotidienne qui a fait, en un an, quelque 250 morts, sans entamer pour autant la détermination du peuple palestinien.

C'est presque à cette date anniversaire que devrait se tenir, du 13 au 15 décembre, la réunion de 'Assemblée générale de 'ONU au cours de laquelle e chef de l'Organisation de Libération de la Palestine, Yasser Arafat, devrait demander officiellement l'admission à l'ONU de '«Etat palestinien» proclamé le 15 novembre à Alger. Mais, pour arriver à discuter de cette question, l'Assemblée générale en question aura dû, comme n'importe quel Palestinien, se résoudre à l'exil, en se déplaçant de New York à Genève! Les Etats-Unis ont en effet refusé à Yasser-Arafat le visa d'entrée sur le sol américain. Et la seule solution pour l'ONU, si elle ne voulait pas apparaître au monde entier comme dépendante de l'office des visas des Etats-Unis, était de déplacer sa session!

Le prétexte invoqué par les dirigeants américains est que la présence du leader de l'OLP à New York représenterait «une menace pour la sécurité des USA». L'OLP est en effet, pour eux, une organisation «terroriste». Lequel «terrorisme» les gêne moins, apparemment, lorsqu'il s'agit du terrorisme d'Etat pratiqué à grande échelle par un certain nombre de dictateurs bien en cour à Washington, ou de celui de l'Etat d'Israël. En outre, Yasser Arafat est déjà venu à New York, à l'ONU, en 1974, alors que la politique de son organisation paraissait bien moins «modérée»

qu'aujourd'hui, et sans que les dirigeants des Etats-Unis s'y opposent.

En fait, l'administration américaine a évidemment cédé aux pressions de son protégé Israël qui, depuis un mois que l'Etat palestinien a été proclamé, multiplie les démarches auprès des gouvernements pour s'opposer à sa reconnaissance. Voilà qui devrait satisfaire le gouvernement de Jérusalem. Mais il est vrai qu'un mois après les élections en Israël, il n'y en a toujours pas, les tractations entre partis étant toujours en cours!

Cela semble en tout cas apporter une réponse à une des principales questions qui se posaient après la proclamation de «l'Etat palestinien» : quelle serait

l'attitude des Etats-Unis? Ceux-ci allaient-ils, sinon le reconnaître, du moins user de leur influence pour amener Israël à quelques concessions vis-à-vis des Palestiniens, pour tenter de désamorcer la situation qui, depuis un an, prévaut en Cisjordanie et à Gaza? Eh bien, pour le moment, les dirigeants américains ont préféré donner, une fois de plus, un gage à leur allié israélien. Ils ont fait ce qu'ils ont pu pour éviter de paraître cautionner ce qui aurait pu paraître un triomphe de Yasser Arafat et qui aurait sans doute déchaîné l'enthousiasme en Cisjordanie et à Gaza.

Cette décision, prise alors que Reagan achève son mandat et que Bush n'a pas commencé le sien, ne

préjuge pas des intentions de ce dernier au Moyen-Orient. Mais elle montre au moins que celui-ci n'est pas pressé. Depuis quarante ans, Israël s'est révélé pour les USA un allié trop précieux pour qu'on veuille le contrarier. Et c'est pourquoi, depuis quarante ans, on juge à Washington qu'il est «urgent d'attendre» pour trouver une solution au problème palestinien, et que les Palestiniens attendent en croupissant dans les camps de réfugiés.

Les dirigeants américains, dans leur appréciation, négligent peut-être une chose : depuis un an, en Cisjordanie et à Gaza, les Palestiniens ont décidé de ne plus attendre.

A.F.



Des centaines de prisonniers politiques ont été exécutés ces dernières semaines en Iran. Parmi eux, la plupart des membres de la direction du parti Toudeh (le Parti Communiste iranien) et aussi des militants appartenant aux diverses organisations de gauche (Toudeh, Feddayins Majoritaires et Minoritaires, Voix Ouvrière...). La plupart étaient emprisonnés depuis 1982. Et les prisons connaissent depuis le mois d'octobre des scènes de pendaisons nocturnes massives et renouve-L'organisation lées. des Moudjahidins du Peuple fait état de 5 000 exécutions au cours des quatre derniers mois. Dans la foulée quelques religieux, proches de l'ayatollah Montazzeri, ont aussi été exécutés.

La répression frappe tous azimuts et vise tout ce qui peut exister comme opposants à Khomeiny dans le pays. La guerre a pris fin contre l'Irak. C'est contre l'ennemi de l'intérieur que sont les opposants à sa dictature que Khomeiny dirige ses coups.

La terreur reste le moyen privilégié de gouverner en Iran. Khomeiny n'a décidément rien à envier à son prédécesseur, le chah.

C.B.

À BHOPAL, LE GAZ DE L'UNION CARBIDE TUE TOUJOURS



Premiers secours après la catastrophe.

Le 3 décembre 1984, dans la ville de Bhopal, en Inde, une fuite d'un gaz mortel avait lieu à partir d'une usine chimique de la firme multinationale Union Carbide. Près de 2 000 personnes moururent dans les heures qui suivirent et cinquante mille environ furent intoxiquées. On ne sait pas au juste combien : on ne compte pas avec précision les victimes qui habitent dans les bidonvilles. Chaque année le gaz de Bhopal continue de tuer. On a dépassé le cap des 3 000 victimes. Il y en a eu cinq cents cette année. Peut-être davantage, car il y eut par

ailleurs des centaines de morts suspectes.

Il y en aura encore des milliers, et peut-être des dizaines de milliers dans les années à venir, car on ne sait pas guérir l'intoxication provoquée par le gaz en question. On fait des collectes contre le cancer et contre le Sida, mais nous ne savons pas si l'Union Carbide a engagé des frais dans la recherche médicale pour sauver les victimes à venir de Bhopal.

Pour le moment l'Union Carbide bataille ferme avec un tribunal indien pour tenter d'avoir à payer les indemnités les plus faibles possibles.

Et chaque jour qui passe, il y a en moyenne au moins un nouveau mort à Bhopal, et par ailleurs des profits considérables dans les usines de l'Union Carbide de par le monde.

Car les assassins de Bhopal, c'est-à-dire les dirigeants de l'Union Carbide, sont toujours en liberté. Ils exercent toujours leur profession de capitalistes. Ils feront, eux et leurs semblables, peut-être crever la planète un jour. Mais d'ici là, ils auront engrangé des profits pharamineux... A.V.

Un nouveau sigle pour une vieille alternative

Réunis les samedi 3 et dimanche 4 décembre derniers, les Comités Juquin se sont constitués en une organisation politique baptisée «Nouvelle Gauche pour le socialisme, l'écologie, l'autogestion». La nouvelle organisation regroupe derrière Pierre Juquin, le PSU (Parti Socialiste Unifié), la FGA (Fédération de la Gauche Alternative) et des militants de la tendance T3 de la Ligue Communiste, qui en acceptant de participer à la création de cette organisation se seraient mis en dehors de la LCR.

La direction de la LCR, en effet, ne se reconnaît pas dans cette nouvelle organisation.

Juquin, qui n'a pas réussi sa percée électorale, n'aura donc pas réussi à regrouper autour de lui un courant d'opposants au sein du PCF. Comme tous les intellectuels ou les membres de l'appareil stalinien qui avant lui ont lâché le PC à un moment où un autre sur sa droite, pour trouver un point de chute entre le PC et le PS, la notoriété politique de Juquin aura été éphémère. Et cette force qu'il aurait voulue de «rassemblement» (et à laquelle la LCR avait voulu croire) se retrouve aujourd'hui marginalisée, bien plus encore que l'extrêmegauche, réduite aux rescapés sans vocation militante de la gauche soixante-huitarde.

C.B.

Jean Kaspar, le nouveau secrétaire de la CFDT à Europe 1:



Invité dimanche 4 décembre d'une limitation du droit de le nouveau patron de la CFDT a reproché à la CGT «de mettre en musique une partition écrite place du Colonel Fabien». On ne pouvait en attendre moins d'un syndicaliste qui, lui, prend directement ses ordres à Matignon, auprès du Premier ministre!

Interrogé sur la grève de la RATP, il a reconnu qu'il faudrait «réfléchir aux droits des usagers»... c'est-à-dire qu'il a élégamment répondu «oui», à la question qui lui a été posée sur la nécessité d'un service minimum, c'est-à-dire dans les faits

du Club de la presse d'Europe 1, grève. C'est le seul responsable syndical - à part ceux de la CGC - à s'être engagé sur cette

> Il a aussi déclaré que réclamer 1000 F, c'était irréaliste. «II faut mettre en avant des objectifs crédibles, faute de quoi, on n'aboutira pas.»

> Décidément, voilà un homme qui sait mieux reconnaître ce qui est «réaliste» pour les patrons et le gouvernement... que ce qui l'est pour le porte-monnaie et les intérêts des travail-

> > S. F.



l'équivalent de l'Union régionale parisienne, le CRC, a été dissous. Quant à la Fédération des PTT, elle a «suspendu» les membres du bureau et de la commission exécutive des services postaux de Paris (qui regroupe les bureaux de poste et la DMT - le service des camions). Les quatorze permanents touchés sont remis à la disposition de l'administration, et les responsables des sections syndicales qui dépendaient du syndicat des services postaux n'ont plus aucun mandat.

La section syndicale du garage Keller à Paris et le bureau de la section syndicale du centre de tri de Lille-Lézennes avaient déjà été suspendus. La fédération CFDT est en train de récupérer les locaux, les comptes, le matériel de l'Union régionale et du syndicat des services postaux.

KASPAR, ROCARD, **MEME COMBAT**

Ces «suspensions» ressemblent bel et bien à des exclusions, des exclusions qui visent en premier lieu les militants d'extrêmegauche, en particulier ceux de la Ligue Communiste Révolutionnaire qui participent à la direction de ces syndicats, mais aussi tous ceux qui, avec eux, ont contribué à donner à la CFDT-PTT de l'Ile-de-France une autre ligne que celle de la Confédéra-tion qui s'aligne sur la politique du gouvernement.

aux syndicats suspendus d'avoir soutenu la grève des chauffeurs de camions et d'avoir reproché à la fédération PTT-CFDT de signer, au cours de cette grève, un accord dont les grévistes ne voulaient pas. Elle leur reproche d'avoir soutenu les coordinations, d'en être partisans, de leur avoir permis de se réunir dans des locaux CFDT. Elle leur reproche de se déclarer contre les accords salariaux signés par la CFDT - qui se satisfaisait d'une augmentation de salaire de 2,2 % pour l'année et de deux points supplémentaires, c'est-àdire en gros 40 F par mois.

Et la Fédération demande à tous ces militants de reconnaître qu'ils ont eu tort, et de se soumettre désormais au «fédéralisme» c'est-à-dire défendre les positions majoritaires – ou de se considérer comme «hors CFDT»!

LES SANCTIONS **PASSENT** MAL AUPRES **DE LA BASE**

En tout cas, la CFDT-PTT a pris le risque de détruire complètement, pour les en chasser, une partie de son appareil de la région parisienne, à moins de deux mois des élections paritaires. Celles-ci détermineront le nombre de sièges que la CFDT obtiendra dans toutes les commissions ou comités paritaidisposera pour pourvoir ses militants en heures de «détachement».

Seulement, tout ceci ne passe pas facilement auprès des militants et des syndiqués CFDT. Les militants des syndicats sanctionnés sont loin d'être, pour la plupart, «des trotskystes». Il apparaît d'ailleurs clair à tout le monde que les militants sanctionnés sont ceux «qui ont fait grève» ou qui ont été pour la grève, ceux qui s'opposent à la politique salariale du gouvernement. Cela choque les militants et syndiqués des autres syndicats CFDT-PTT de la région parisienne. Et ce qui les indigne le plus, même ceux qui sont sur les positions du Parti Socialiste et qui ne se reconnaissent pas dans toutes les positions des syndicats dissous, ce sont les méthodes anti-démocratiques de la CFDT, qui en matière de pratiques bureaucratiques n'ont rien à envier à la CGT.

La Fédération CFDT des PTT est en train de reprendre en mains (ou de purger à leur tour) les autres syndicats des PTT de la région parisienne : tous leurs bureaux ont été convoqués le mardi 7 décembre. Ceux qui ont protesté contre les exclusions attendent maintenant de savoir quel sort leur sera réservé.

Sylvie FRIEDMAN

Travail précaire, flexibilité

LE SORT DE LA CLASSE OUVRIERE NE CESSE DE S'AGGRAVER

Une récente étude de l'INSEE (l'Institut national de la statistique) vient de confirmer et de préciser ce que tout le monde sait depuis longtemps : les différentes formes de travail précaire ne cessent de se développer en France et, avec elles, la flexibilité des horaires de travail.

Ainsi, entre mars 1982 et mars 1988 - en six années - les emplois précaires (intérim, stages, contrats à durée déterminée, temps partiel) ont augmenté d'un million. Ils sont passés de 2 à 3 millions environ, tandis que les emplois stables baissaient d'autant.



L'emploi précaire devient de plus en plus la norme en matière d'embauche.

Une embauche sur deux est «précaire»

Une partie de plus en plus importante de la classe ouvrière a donc pour emploi

Et ce mouvement va en s'accélérant, puisque plus d'une embauche sur deux (contre seulement une sur six, trois ans avant) se fait au moyen d'un emploi précaire. Si cemouvement continue, à terme, c'est donc plus de la moitié des travailleurs qui façon. On mesure à quel point il y a eu, en peu d'années, un recul de plusieurs dizaines d'années sur le plan de la stabilité de l'emploi, annulant dans les faits les protections légales dont bénéficiait la classe ouvrière.

La vaste blague des stages «d'insertion professionnelle»

A cette évolution générale, il faut ajouter certains traits particuliers. La précarité frappe beaucoup plus les femmes que les hommes. L'égalité des travailleuses et des travailleurs, qui n'a jamais existé, semble encore reculer.

Les embauches précaires à l'exception, très relative d'ailleurs, des contrats à durée déterminée - ne constituent pas une étape vers des embauches stables. Les stages qui prétendent favoriser «l'insertion professionnelle» ne sont, de ce point de vue, qu'une vaste blague. Ils ne sont rien d'autre que des fournisseurs de main-d'œuvre à bas prix pour les patrons, qui par ailleurs, on le sait, bénéficient souvent d'exonérations diverses pour l'embauche des stagiaires.

Temps partiel, flexibilité et surexploitation

Il faut ajouter à tout cela que la flexibilité s'accroît de deux manières diverses, selon

«normal» un emploi précaire. l'INSEE. Pour les femmes, ce qui domine, c'est l'augmentation du temps partiel. Ce qui peut ici ou là, il est vrai, arranger des femmes qui travaillent, mais qui arrange avant tout les patrons. Pour les hommes, la flexibilité se traduit plutôt par un accroissement de la longueur de la seront employés de cette durée du travail, par le biais surtout des heures supplémentaires. Cela permet aux patrons d'éviter d'embaucher lorsqu'il y a un surcroît de travail...

La législation au secours du patronat

Ces statistiques éclairent d'une manière crue la dégradation des conditions de travail des salariés, dégradation qui s'est accomplie grâce à la pression du chômage bien sûr, mais aussi au travers de tout un ensemble de mesures législatives les plus diverses, allant de la suppression des allocations chômage aux chômeurs «en fin de droits», à l'introduction de la flexibilité légale, en passant par l'instauration d'une multitude de stages. Cette organisation législative du travail précaire a été le fait de gouvernements de droite, dont c'est la vocation si on ose dire, mais bien davantage, finalement, de gouvernements de gauche, soit durant la 1981-1986, période durant la période actuelle. La bourgeoisie aura donc

obtenu à bon compte, de la gauche au gouvernement, la plus grande dégradation qu'ont connue les travailleurs de leurs conditions de travail depuis une quarantaine d'années. Il est vrai que, désormais, les travailleurs se font de moins en moins d'illusions sur la différence entre un gouvernement de gauche et un gouvernement de droite...

André VICTOR

UN POSTIER DE LAON NOUS ÉCRIT

Le 14 novembre, après plusieurs jours d'essais pour mettre le personnel en grève, et suite à la décision de Quilès, ministre des Postes, de faire évacuer les camions jaunes (les camions des chauffeurs en lutte - NDLR) en présence de la police, les sections CGT et CFDT, soutenues par l'ensemble du personnel, ont décidé de faire une heure de grève reconductible sans préavis, comme leurs collègues d'Amiens CT (centre de tri), aujourd'hui toujours en grève, chaque jour et chaque nuit. (...)

Aujourd'hui (28 novembre), après 10 heures d'arrêts de travail et des négociations houleuses, (...) le centre a décidé de reprendre le travail. Nous avons obtenu 800 F pour surcharge de travail, récupéré des emplois pris depuis des années, le respect des positions de travail, le décompte d'une journée de salaire pour grève et non de 10 jours comme le prévoit la

Bien sûr, c'est peu de chose (...). L'administration est restée figée face à nos autres revendications (29 emplois, grade de base AEXDA, 1600 F pour surcharge de travail et autres revendications locales). (...) Nous aurions pu durcir l'action ; nous l'avons fait une journée en ne laissant partir aucun camion : l'administration a répliqué en ne nous envoyant aucun courrier, ou en le faisant passer dans des centres de tri parallèles. L'issue aurait été qu'il y aurait eu un blocus dans le centre et nous ne pouvions nous le permettre, en étant l'un des derniers centres, avec Amiens, en grève. Nous avons malheureusement perdu cette bataille, à mon point de vue,



au point de vue syndical, car maintenant un conflit CGT-CFDT est né. Et seules les vraies luttes venant de la base peuvent vraiment aboutir. Recette principale de Laon, le 28 novembre.

Tes informations illustrent bien le «ras-le-bol» qui s'est manifesté chez les postiers, et pas seulement dans les plus grandes villes, mais dans de multiples autres villes comme Laon. Nos lecteurs, comme nous-mêmes, seront contents d'apprendre ce qui s'est passé aux PTT de Laon.

Quand tu parles de «durcir» l'action, tu sembles penser que bloquer le centre, c'est le seul moyen, le principal en tout cas, dont disposent les grévistes.

Quant à nous, nous pensons que ce n'est pas simplement nombre de lettres et de sacs que les postiers pourraient bloquer qui sera déterminant. C'est avant tout le nombre de grévistes, leur détermination, la volonté qu'ils auront de tout faire pour que les mouvements de grève épars des PTT deviennent, s'il y a un mouvement dans les semaines ou les mois qui viennent, un puissant mouvement de l'ensemble des travailleurs des PTT, au moins! C'est la volonté des grévistes de se préparer à cela, de rallier tous leurs camarades de travail, qui sera déterminante dans les mouvements à venir. Voilà la façon efficace de «durcir» un mouvement! C'est à cela que les véritables luttes, venant de la base, devraient aboutir.



Direction Départementale de l'Equipement du Mans

CLIMAT **CHANGE**

Au Mans, la Direction ceux qui espéraient voir la départementale de l'équi- titularisation améliorer pement est l'administra- leur sort. Des réunions, tion qui gère les routes, des délégations ont eu l'urbanisme, les loge- lieu. La direction n'a ments, etc.

travaille sur les routes ne pas être titularisés cette toute l'année; une autre année si nous ne signons répare le matériel au pas à ces conditions. C'est parc ; et enfin le reste tra- à une soixantaine que le vaille dans les bureaux, personnel des bureaux essentiellement au Mans, s'est réuni. Nous avons à la Cité administrative. aussi discuté salaires et Depuis des années, les voté 1 500 F pour tous, effectifs se réduisent. Les avec 6 000 F minimum. départs en retraite ne sont Une «coordination» de pas remplacés. Nous som- huit membres a été élue, mes passés de 1020 à 880 des syndiqués et des nonpour notre département syndiqués. Depuis, la en huit ans. Résultat : la presse a largement parlé charge de travail est restée de notre mécontentela même et a augmenté ment. pour chacun. De plus, face au privé. «On travaille trop bien», nous diton, et surtout «trop lentement». Les salaires tournent autour de 4 800 F d'eau qui a fait déborder le vase c'est la titularisation de 65 agents de tra- n'est pas à la morosité à la bureau, qui s'est faite au semaine. Affaire à suivre. rabais. Cela a provoqué une grosse déception chez

trouvé comme réponse Une partie d'entre nous que de nous menacer de

Une banderole «Non à avec ce qu'on appelle «le la titularisation au rabais» projet DDE», on ne parle et une autre «6 000 F plus que de rentabilité minimum et 1 500 F pour tous» sont accrochées tous les jours à la Cité administrative. Des affichettes fleurissent sur les murs et même sur la porte par mois. Enfin la goutte des chefs de la DDE. Malgré les arrachages, elles refleurissent. Le climat vaux et de 66 employés DDE du Mans. Une autre comme personnel de réunion aura lieu cette

Correspondant LO

Transports urbains de Strasbourg

DEUX JOURS DE GRÈVE TOTALE, 220 F D'AUGMENTATION

Jeudi 1er décembre, l'ensemble du personnel de la CTS (Compagnie des Transports Strasbourgeois) s'est mis en grève totale à l'appel de tous les syndicats. Pas un seul bus n'a roulé à Strasbourg pendant deux jours.

Les traminots revendiquaient 500 F d'augmentation par mois et refusaient une modification de leurs horaires qu'ils jugeaient être une détérioration de leurs condi-

tions de travail. Vendredi 2, ils ont manifeste au centre-ville et ont organisé six bus

de l'interurbain pour aller manifester devant l'usine TELIC (Matériel de télécommunication) inaugurée ce jour-là par Paul Quilès, ministre des PTT, qui leur a fait savoir qu'il ne les recevrait pas, vu qu'il n'était pas ministre des Transports. La solidarité gouvernementale ne va

pas jusqu'à se payer les grévistes des petits copains.

Finalement le député UDF, adjoint au maire et président de la CTS, après deux heures de négociations avec les syndicats, a fini par lâcher 220 F d'augmentation sur les 500 F demandés. Le soir même, le personnel a accepté les propositions et reprenait le travail le lendemain.

Correspondant local

Sécurité sociale

5 SEMAINES DE GRÈVE A LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE MONTPELLI

Commencée le 24 octobre dernier, la grève s'est terminée le 2 décembre, après cinq semaines de grève.

de grève a été mis en place à partir de délégués par service.

Il était composé de syndicalistes CGT, CFDT, FO et CFTC, plus des syndiqués et des non-syndiqués.

Il y a eu une assemblée générale quotidienne. La grève a été dynamique et a tenu cinq semaines.

On n'avait jamais vu ça à la CPAM: des employés qui viennent dès 7h30 du matin, bien avant l'heure normale du boulot, pour

A la CPAM, un Comité s'occuper du Comité de grève et tenir ensuite l'assemblée générale et rester jusqu'à 19 heures, en oubliant même leurs enfants dans l'enthousiasme!

> Des grèves ont eu lieu aussi dans d'autres centres, comme à Alès ou Nîmes. Au cours du mouvement, des délégations de plusieurs services de la région se sont retrouvées en assemblée régionale à la CPAM de Montpellier, pour participer aussi à une venu s'expliquer à Mont-

manifestation lors de la venue de Mitterrand à Montpellier.

La principale revendication est contre le «plan Van der Meulen». La revendication salariale de 1 000 F etait presente, mais ce n'était pas l'essentiel pour les grévistes. Les grévistes se sont adressés aux usagers pour défendre la Sécu, se sont adressés aux médias, aux syndicats.

Depuis le début du mouvement, les grévistes souhaitaient un appel national à la grève illimitée sur tous les centres de la part des fédérations syndicales.

Le 30 novembre, un représentant de chaque fédération syndicale est

pellier en assemblée générale.

Tous les responsables fédéraux ont refusé tout appel national comme ce «fédéral» CGT qui a expliqué que c'est à chaque centre de se déterminer, «en toute démocratie».

«On a compris, disent plusieurs travailleurs. Maintenant, on est fixé. Ça clarifie la situation». Certains s'en prennent aux militants syndicaux locaux : «Merci avec ton fédéral !» Plusieurs pensent quitter leur syndicat.

Cependant, à la reprise du travail, c'est le sentiment d'avoir appris beaucoup de choses qui domine. Pour certains, ce n'est que partie remise.

Dans les entreprises

(Villemur-sur-Tarn)



France (Beauvois)

LES LICENCIES RESTENT DÉTERMINÉS

Licenciés par la direction de FGF (groupe Nestlé) pour avoir fait grève, «les 17», comme on les appelle désormais, continuent à se battre, avec les délégués CGT menacés eux aussi de licenciement, pour obtenir leur réintégration. Installés dans leur campement face à l'usine, ils préparent la prochaine échéance : l'audience de référés du vendredi 9 décembre.

Comme nous l'avons déjà écrit, l'inspecteur du travail refusait, le 23 novembre, les licenciements des 12 délégués. Le même jour, délégués et licenciés allaient au siège social demander des explications au directeur des affaires sociales. Celui-ci sortait alors le grand jeu, se roulant par terre... sans que quiconque l'ait touché. Mais cela suffisait à la direction pour claironner que «les manifestants sont entrés de force dans le bureau du directeur du personnel, qu'ils ont séquestré après l'avoir projeté violemment à plusieurs reprises». Tout ce cinéma pour donner à la direction le prétexte de remettre à pied 9 délégués, en vue à nouveau de les licencier! Depuis, le CE a refusé les licenciements et la direction en appelle à nouveau, opiniâtre, à l'inspection du travail.

La direction a évidemment essayé de monter les travailleurs contre les licenciés encore une fois à cette occasion, mais tout le monde, ou quasiment, est sans réserve du côté des Tout le monde prépare travailleurs licenciés.

Les travailleurs continuent à signer des pétitions, sous les yeux des huissiers que la direction colle aux basques des délégués syndicaux. Un certain nombre d'entre eux se sont déplacés au meeting organisé par la CGT le 29 novembre. Mais le directeur a pu vérifier lui-même son impopularité lors du premier repas de fin d'année qui concernait les travailleurs d'une équipe. Tout avait été prévu, y compris un menu bien plus relevé que les années précédentes. Mais à ce repas il n'a pu faire participer que les travailleurs saisonniers, pour l'essentiel. L'ensemble des autres a voté avec ses pieds. Cela encourage les licenciés. Malgré les intempéries, ils continunent à se retrouver au campement, de jour ou de nuit, en compagnie des délégués CGT. Et ils y préparent leur recours en référé. Ils ont introduit en effet une demande qui sera étudiée en audience le 9 novembre.

cette échéance de manière à ce qu'il y vienne le maxi-

mum de travailleurs de l'entreprise.

Correspondant LO

Jeumont-Schneider (Lyon) DE POINTE

Cette usine Iyonnaise de l'un des groupes industriels que dirige Pineau-Valencienne produit des d'amende, pour un actransformateurs tres naute tension qui sont à la pointe de la technologie. Mais techniques modernes et profits patronaux, cela signifie pour nous des risques parfois considérables.

Au mois d'août un ieune intérimaire qui nettoyait une cuve avec du trichloréthane était retrouvé inconsclent: Il n'y avait pas de ventilation.

Au mois d'octobre, le tribunal correctionnel

de Lyon condamnait le chef d'entreprise à 12 mois de prison avec sursis et 20 000 F cident mortel qui avait eu lieu en juillet 1986. Un ouvrier s'était électrocuté en essayant un transformateur: il n'y avait pas de sécurité.

Enfin vendredi 18 novembre, une violente explosion due à une fuite de gaz secouait l'atelier de chaudronnerie. Par chance personne n'a été blessé : les installations de gaz n'avaient jamais été contrôlées...

Correspondant LO

DEBRAYAGES POUR 1 000 F POUR TOUS

L'unité de Cablauto de Villemursur-Tarn, une filiale de Labinal, emploie 1400 salariés. La majorité sont des OS qui confectionnent des câblages électriques pour Peugeot, Renault, l'aviation et IBM.

Depuis plusieurs semaines l'agitation de la CGT sur les salaires a de l'écho dans les ateliers d'OS et de professionnels. D'abord, parce que les profits de Labinal sont en constante augmentation depuis des années. Ensuite parce que les patrons n'ont pas hésité à proposer des augmentations de salaire dérisoires. Ils ont démarré à 0,6 % de rattrapage et 1,8 % pour 88. Leurs largesses se sont arrêtées à 0,8 % de rattrapage et 2 % pour 1989. Alors, dans les questionnaires CGT qui ont circulé dans l'usine, il était plutôt question de 1000 F, voire de 2 000 F.

ON VEUT 1000 F, PAS LA CHARITÉ

Lors du premier débrayage, ce qui était scandé le plus fort par les grévistes c'était : «On veut 1000 F, pas la charité». Ce premier débrayage d'une demi-heure a eu lieu le mardi 29 novembre, au changement d'équipe. Il y eut 250 personnes. C'est là que fut adoptée la revendication des 1000 F et le débrayage du lendemain, qui devait être l'occasion de convaincre les hésitants de rejoindre le mouvement. Il y eut donc débrayage d'une heure le mercredi et le jeudi avec chaque fois trois cents personnes, un défilé dans l'usine et même une visite chez le chef du personnel.

LE CHEF DU PERSONNEL «S'OCCUPE DES BAS SALAIRES»

Celui-ci a eu beaucoup de mal à expliquer ce que voulait dire «Je m'occupe des bas salaires» lorsqu'une ouvrière lui a sorti son bulletin de salaire : avec douze ans d'ancienneté, au taux d'embauche, c'est-à-dire 5131 F brut. Le jeudi, l'assemblée a décidé de faire des piquets de discussion pour le vendredi à l'entrée de l'équipe du matin, et a envisagé un mouvement plus dur. L'idée de faire grève huit heures était de plus en plus reprise. Vendredi à 5 h 30, une centaine de travailleurs essayaient donc d'entraîner ceux qui rentraient. A 7 h 30, ils étaient 220. Et lorsqu'il fallut passer à la décision de faire ou pas huit heures, les hésitants, l'emportèrent et il n'y eut finalement qu'une soixantaine de travailleurs à faire huit heures de grève pour marquer

EN ATTENDANT LA VENUE DU PDG

Au changement d'équipe à 13 heures, une trentaine de travailleurs qui avaient repris le travail ressortirent pour débrayer et aider les grévistes du matin à discuter avec ceux de l'après-midi qui arrivaient. Cette assemblée, qui se réunit à plus d'une centaine, décida alors de suspendre le mouvement jusqu'au 12 décembre, jour de la venue du PDG de Labinal et de militer pour que l'usine s'arrête ce jour-là. En quatre jours, il y eut à peu près 500 ouvrières et ouvriers à débrayer au moins une fois : le tiers de l'usine. «On n'a pas vu ça depuis 1968», disaient les anciens. Et c'est vrai que le climat y était. L'enthousiasme de ceux qui débrayaient était même communicatif. Beaucoup avaient à cœur de faire sortir leurs copains. Dans les défilés dans l'usine, les slogans et les chansons résonnaient jusqu'à Villemur, où les commerçants demandaient ce qui se passait. Et beaucoup ont l'impression d'avoir fait beaucoup pour inciter les hésitants à rejoindre le mouvement. D'autant plus que lorsqu'ils rejoignaient les ateliers, les grévistes étaient accueillis avec sympathie par ceux qui n'avaient pas débrayé. Malgré tout vendredi, après quatre jours de débrayages, le nombre limité des grévistes a quand même déçu les plus en avant. Ceux-ci se sont donné comme perspective de redébrayer le 12 décembre et, d'ici là, de militer pour mobiliser les énergies. Ils veulent essayer à nouveau.

Correspondant LO

ÎLE DE

TROIS JOURS DE GRÈVE À L'EDF

Pour l'égalité sociale et le même SMIC qu'en France

Lundi matin, 150 agents se sont retrouvés dans la cour du siège, rue Sainte-Anne à Saint-Denis. Plusieurs calicots ornaient les grilles du centre : «Tous nos droits, rien que nos droits», mais aussi «Le même SMIC qu'en France» et «L'égalité sociale» (avec la France), «Le respect du droit syndical», «Du travail pour tous»... Il y avait là des travailleurs des quatre districts de l'île, ceux de Saint-Denis, du Port, de Saint-Pierre et et de Saint-André.

Le Poste Central de Commande (PCC) a été occupé par les grévistes et les délestages sur le réseau ont commencé. Le bureau du chef de centre fut aussi investi par les grévistes qui sommèrent le chef de répondre aux revendications qui, pour certaines, sont posées depuis dix ans, telle la prime pour travaux salissants. La réponse fut négative. L'adjoint du chef ainsi que l'huissier appelé par la direction furent alors mis hors du PCC par les grévistes.

Dans la soirée les coupures ont redoublé avec des baisses de charge à 20 %. Des grévistes voulaient même mettre la Réunion dans «l'fait noir», c'est-àdire couper totalement le réseau. A noter aussi la présence d'une dizaine de retraités qui ont participé aux piquets de nuit (certains ayant près de 70 ans... et la pêche!).

Le lendemain, les grévistes ont discuté des actions à entreprendre pour obliger la direction à reculer. Nombreux sont ceux qui préconisaient de baisser encore plus la charge mais la direction avait pris les devants en faisant investir les postes locaux de production par ses cadres, ce qui lui permit de basculer le contrôle du réseau d'automatique en manuel. D'autres propositions d'actions furent faites: investir et fermer l'agence de Saint-Denis en s'adressant aux employés non grévistes et aux clients (ce qui fut fait durant quelques heures); aller discuter et essayer de convaincre des ouvriers EDF. Cela se fit sans succès au district Saint-Denis, par contre au Labo huit travailleurs sur neuf se sont mis en grève suite à une visite de ce type. Il en fut de même à Saint-

Durant trois jours, du lundi 7 au mercredi 9 novembre, les secteurs EDF de l'île de la Réunion se sont mis en grève à l'appel de la CGTR. Les revendications concernaient l'application du statut, les salaires ainsi que la création d'emplois statutaires. Réunion en «per 684», ce

André et au Port où certains rejoignirent eux aussi le mouvement. La manifestation à Saint-Denis ne fut pas retenue, ni non plus la proposition de s'adresser aux travailleurs d'autres entreprises.

Les ouvriers face aux patrons

Dans l'après-midi du mardi, une délégation du SNPMI (Syndicat National des Patrons Modernes et Indépendants) qui menaçait de mettre ses ouvriers en chômage technique, s'apprêtait à être reçue par les responsables du centre. Aussitôt les grévistes s'interposèrent et la demidouzaine de patrons qualifiés de «colonialistes qui viennent sucer le sang des Réunionnais», de «sales exploiteurs» ou «d'impérialistes», durent battre en retraite. A noter que tous les patrons du SNPMI présents étaient des «Zoreils» (Français). Tout comme d'ailleurs la plupart des chefs à EDF qui sont à la

qui signifie qu'ils viennent pendant quatre ans ramasser de gros salaires, des primes et autres avancements en échange de quoi ils se mettent totalement au service d'une politique qui vise à mal payer les agents et à supprimer des postes de travail, voire des sites entiers comme à Saint-Denis récemment. Et ce, dans un pays où il y a 40% de chômeurs. Pour un centre comparable, le nombre d'agents EDF par abonnés est nettement moindre. En Guadeloupe par exemple, il y a un agent pour 496 habitants, en Martinique, un pour 472 et à la Réunion un pour... 964!

Saint-Denis de la Réunion dans le noir

Mardi soir, une réunion à 22 h 30 avec le chef de centre se termina sans résultat. Sur proposition du secrétaire du syndicat, les grévistes investirent les postes de commande locaux des Dattiers et Moufia

à Saint-Denis. La capitale et sa région furent plongées dans le noir, à l'exception de l'hôpital de Bellepierre.

«Pour la répression du fric»

A une heure du matin des dizaines de CRS arrivèrent pour déloger dix grévistes qui sortirent la tête haute, traitant les flics de «colonialistes», «pour la s'était pas ainsi manifesté.

répression il y a du fric». La plupart des CRS étaient des Blancs mais les quelques Créoles furent plus particulièrement menacés de «passer un mauvais quart d'heure s'ils sortent seuls le

Mercredi matin un peu moins de monde. Certains commencent à être fatigués après deux nuits blanches. D'autres ont repris le travail à Saint-André, à Saint-Pierre et à Saint-Denis. D'autres encore sont en grève mais restent chez eux. C'est un peu l'impasse.

Dans l'après-midi, la CGTR revient d'un entretien avec la direction : rien n'en est sorti si ce n'est l'embauche d'une aide sociale à plein temps. Les autres revendications seront traitées en organismes paritaires dès le lendemain et jusqu'en décem-

C'est la reprise. Le résultat du vote organisé par le syndicat donna 20 voix pour la continuation de la grève, 48 pour son arrêt, 10 ne se prononcèrent pas.

Pour les travailleurs de l'EDF de la Réunion les problèmes ne sont donc pas réglés. Mais cela faisait treize ans que ce secteur ne



LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la poliution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE -75865 **BP 233** PARIS CEDEX 18

FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. _ B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmule-wicz, José Chatroussat -Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson -Tirage 19000 exemplaires -Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris -Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

à Lutte Ouvrière - hebdomadaire :

France: 6 mois: 130 F - 1 an: 250 F - Autres pays, voie ordinaire: 6 mois: 170 F - 1 an: 320 F.

- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.

France, 1 an: 80 F.

Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.

Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: ...

PRENOM:

ADRESSE: ...

CODE POSTAL ET VILLE :

COMPLEMENT D'ADRESSE :....

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : ...

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

La Martinique pendant la Deuxième Guerre mondiale

lire.

LE NÈGRE ET L'AMIRAL Raphaël Confiant

C'est la Martinique sous le régime de Vichy que raconte Raphaël Confiant, dont c'est le premier roman en français (il n'a publié jusqu'ici qu'en créole). L'île est devenue l'enjeu des convoitises et des intrigues des Allemands, des Américains et des Britanniques, qui courtisent, chacun à leur façon, les riches Békés (les Blancs). L'île est encerclée, isolée par les sous-marins allemands qui la coupent de sa voisine La Dominique, petit fief de l'impérialisme britannique dans la région où tente de se regrouper la dissidence gaulliste.

C'est ainsi que «l'île se trouva cernée en chacune de ses anses par d'invisibles sous-marins allemands.(...) La mer devint tabou et la milice blanche veilla à ce que l'impudence des nègres ne dépassât pas la première ligne des vagues à Grande-Rivière. (...) L'Amiral, sans doute cousin du Maréchal qui régnait là-bas sur notre très sainte mère la France, institua, ici, l'ordre de l'Agenouillement». Ce blocus entraîne une pénurie accrue, et le petit peuple des bidonvilles connaît des heures difficiles. Ce que Raphaël Confiant raconte d'une plume féroce. La verdeur populiste du conteur laissant percer en filigrane du récit toute une charge de révolte

«haut-lieu de la fripouille» du livre, le nègre illettré et Couteaux. sémillant Rigobert, qui ne

et même personne avec la jovialité et surtout, surtout, qui injurie le Bondieu sans répit depuis le devant-jour jusqu'à la brune du soir». Il vit de petits jobs, mais n'est même pas un «djobeur professionnel», comme l'est son ami, le roi des crieurs, Lapin Echaudé. Celui-ci est baptisé ainsi à cause de sa peau claire tavelée de taches de rousseur et lui, «c'est un bougre qui vit de son cri - oui, les Syriens le payent pour crier à la devanture de leurs magasins...».

Autour de Rigobert, il y a Vidrassamy, le militant communiste, un Indien, fils d'immigrants tamouls qui sont repartis en Inde en l'abandonnant sur la plantation, où il est devenu à son tour travailleur agri-Sur le Morne Pichevin, cole. Il y a aussi quelques intellectuels, dont Amédée qui domine la ville de Fort- Manville, un «grand grec de-France de ses quarante- fou de mulâtre», professeur quatre marches, ne vivent de latin et ex-sorbonnard, que des «femmes à tout le fils de lettrés de la bourmonde» couvertes d'en- geoisie mulâtre et «paumé fants, des «djobeurs» (qui d'amour» pour Philomène, ne vivent que de petits bou- sa «négresse féérique», une lots) et autres «drivail- prostituée au cœur tendre leurs», comme l'est le héros de la Cour des Trente-deux

En bas, dans la ville, c'est semble «faire qu'une seule le monde des bourgeois,

petits et grands, békés et marins en ripaille. Un monde lointain, sans cœur et sans entrailles, confit dans ses traditions, sa hiérarchie sociale qui se complique de la hiérarchie des couleurs, car les Blancs ne se mélangent guère. En apparence du moins, car cela n'empêche pas les patrons de considérer comme leur droit, sinon leur devoir, de faire des gosses à toutes leurs employées... Un monde pour qui l'Amiral Robert, l'envoyé de Pétain, organise des manifestations patriotiques, avec l'aide des curés et de la Légion des Volontaires.

Mais la vraie vie, c'est là-haut, sur le Morne. Dans la misère, la crasse, la faim et le tafia (le rhum de mauvaise qualité) qui soutient les cœurs... il y a une sorte d'exubérance de vie, de truculence, où les moments forts, ceux qui mettent tout le monde en émoi, ce n'est pas l'exploit quotidien des femmes qui parviennent à nourrir tout le (monde, la ribambelle de gosses et les hommes, car cela n'est rien en regard des chagrins d'amour de la prostituée

Philomène ou des aventures du nègre Rigobert, qui un beau jour organise l'attaque d'un camion militaire, rempli de victuailles, et pour cela doit prendre le large.

Un passage très drôle qui en dit long sur l'hypocrisie et l'aplomb du colonialisme français, est l'histoire de la collecte qui s'organise dans le bidonville pour offrir... un avion de guerre à la France, où chacun tient d'autant plus à participer qu'il ne possède rien, et c'est l'argent des passes des prostituées et même la dent en or de Rigobert qui seront versés pour l'armée

de l'entreprise, Pétain orga-sie. nise de nouveau la grande tif. (...) Qui que vous soyez, Algériens, Tunisiens, Maro-Antilles et du Pacifique».

André Breton (escorté de événement»... Victor Serge et de Claude Antilles est plus imaginatif rique».

française. Devant le succès encore que sa propre poé-

Tout est véridique et «quinzaine impériale de soli- cependant nous parvient darité» afin que, comme le transformé, transposé dans commente quelqu'un du les multiples récits, plus Morne, «nous, les nègres, colorés les uns que les pour lesquels la Mère Patrie autres, chaque personnage a tout fait, nous puissions lui ayant sa version de chaque venir en aide». Et c'est la événement qui, ainsi collecture collective du jour- porté par la rumeur, grannal catholique La Paix qui dit, embellit et prend une appelle tout le peuple des tournure quasi épique, dans colonies à «un effort collec- laquelle le tafia n'entre pas pour une faible part. Raphaël Confiant écrit: cains, vous que les restric- «En guise de roman je n'ai tions n'atteignent pas encore fait que noter à mon humeur sérieusement (...) et vous les péripéties saugrenues qui Malgaches aux bœufs in- nourrissent le train-train nombrables et aux champs si quotidien des habitants du fertiles, le Maréchal vous Morne Pichevin (...) Reniant fait confiance, tout comme tout cartésianisme, j'ai aux habitants des îles fortu- appris, à l'instar de Philonées de la Réunion, des mène ou de Rigobert, à raconter avec la véracité troublante de celui qui nie L'autre passage désopi- sur le bûcher, trente-douze lant est l'escale que fait mille versions d'un même

Cela donne un vrai Lévi-Strauss), lui, le surréa- roman, écrit dans une lanliste, qui découvre que le gue surprenante de troupetit peuple inculte des vailles et de fantaisie, «féé-

Cécile BERNIER

Le Nègre et l'Amiral par Raphaël Confiant - Ed. Grasset - 96 F. RAPHAEL CONFIANT Le Nègre et l'Amiral les Hollsons

Geser

Geser

Troisième tentative de coup d'Etat militaire en Argentine depuis le retour au gouvernement civil

LA CLASSE OUVRIÈRE NE PEUT PAS COMPTER SUR ALFONSIN POUR SE **PROTÉGER**

En Argentine, la mutinerie d'une partie de l'armée, conduite par le colonel Seineldin s'est apparemment terminée. L'ordre serait revenu dans les régiments qui se sont soulevés. Le chef des insurgés a finalement été emprisonné. Voilà pour l'apparence des choses. Mais tout dans cette nouvelle confrontation ouverte entre les militaires et le Président Alfonsin (la troisième en cinq ans) montre l'impuissance croissante de ce dernier et de son gouvernement vis-à-vis des secteurs de l'armée les plus déterminés à dicter leurs exigences en même temps qu'ils tentent de créer, à terme, les conditions d'un éventuel retour de l'armée au pouvoir.

D'après des personnalités aux de l'opposition péroniste les projets du chef des mutins étaient connus de longue date. Des intrigues se multipliaient dans les casernes sans que le gouvernement réagisse. Si l'on en croit le quotidien madrilène El Pais, pendant la journée décisive du samedi 4 décembre, l'armée «loyale» n'obéissait plus revendications.

ordres d'Alfonsin. Quand Alfonsin demanda au chef d'état-major, Caridi, de procéder à la répression celui-ci refusa d'obtempérer, expliquant que trop de militaires restés loyaux vis-à-vis du gouvernement ne tireraient néanmoins jamais sur les mutins, parce qu'ils étaient d'accord avec leurs

Enfin les déclarations réitérées d'Alfonsin sur l'absence de toute négociation avec les insurgés suscitent apparemment les plus grands doutes. Il est quasiment officiel que, conformément à l'une des revendications des mutins, le chef d'état-major va être prochainement remplacé tandis qu'une seconde revendication concernant l'augmentation des soldes doit être discutée. Reste la revendication concernant l'adoption d'une loi d'amnistie complète pour les militaires impliqués dans les procès pour tortures et assassinats lors de la dictature et le «blanchissement» total de l'armée. Sur ce point, les rebelles ont visiblement renoncé à faire amnistier les généraux déjà condamnés qui avaient été à la tête des juntes entre 1976 et 1983 mais tout porte à croire qu'ils ont obtenu des

assurances sur le reste. De toute façon il y a bien longtemps que, malgré quelques procès et mises en retraite symboliques, l'armée est de fait intouchable et intouchée et cette immunité inavouée sera encore renforcée.

Alfonsin et son gouvernement sortent encore affaiblis de cette crise. La société argentine vit sous la menace d'un nouveau renversement dramatique du pouvoir civil et tout le problème est de se préparer à mettre hors d'état de nuire l'armée, une armée puissante, habituée aux coups d'Etat, rôdée à la répression et à l'exercice du

* * *

La presse donne des informations assez peu précises sur les réactions populaires à ce dernier coup de force. On sait qu'il y avait moins de monde aux manifestations

Alfonsin, peut-être en partie parce que tout le monde se souvenait encore du retour-1987, quand après avoir proclamé devant plus de cent mille manifestants qu'il ne négocierait pas avec les militaires le Président parjure quitta la manifestation pour El Pais parlent de réactions populaires, en particulier

de soutien convoquées par dans les quartiers proches des casernes insurgées. Dans le quartier proche de la zone de Villa Martelli, le cœur de nement de celui-ci, en avril la rebellion, la presse rapporte que de véritables combats ont opposé habitants et militants aux militaires insurgés pendant que les troupes loyales refusaient d'intervenir. Et c'est la police aller... conclure un accord en qui dut rétablir l'ordre en cachette. Mais Le Monde et délogeant violemment... les manifestants indignés.

Henriette MAUTHEY



Des manifestants s'en prennent aux militaires rebelles retranchés dans un arsenal.

DÉSASTRE EN ARMÉNIE

Au fur et à mesure que les informations se précisent, se révèle l'ampleur de la catastrophe provoquée par le séisme en Arménie. Ce dernier aurait fait des dizaines de milliers de victimes. Dans une ville comme Léninakan - 200 000 habitants, la seconde ville d'Arménie - tous les immeubles de plus de cinq étages se seraient effondrés, et les images de la télévision nous ont montré des monceaux de ruines.

Des mesures d'urgence s'imposent, et il est probable que l'Etat central d'URSS emploiera des moyens de grande envergure pour venir au secours d'une population en détresse, sans abri et privée de la plupart de ses moyens de subsistance. Gorbatchev a été amené à interrompre son voyage aux Etats-Unis et à reporter les visites qu'il avait programmées à Cuba et en Grande-Bretagne.



Gorbatchev doit veiller d'autant plus près à ce qui sera fait, que la population de la région connaissait déià avant la catastrophe de graves problèmes apres affrontements et les pogroms entre Azéris et Arméniens. La presse russe elle-même, informait ces derniers jours que des Azéris en Arménie, et des Arméniens en Azerbaïdjan, sont victimes de licenciements massifs, avec la complicité des autorités locales, et que «plusieurs dizaines de milliers d'Azéris

ont dû quitter l'Arménie, tandis que des dizaines de milliers (d'Arméniens) abandonnent leur maison en Azerbaïdjan» (L'Humanité du 8 décem-

Si devant l'addition de problèmes, nouveaux l'Etat russe se montrait incapable de sortir les Arméniens de cette situation dramatique, on imagine facilement quels sentiments ceux-ci pourraient alors nourrir à l'égard du pouvoir cen-

L.G.

GORBATCHEV À L'ONU: DÉSARMANT

Il semble que les difficultés de Gorbatchev ne s'arrêtent pas aujourd'hui à celles provoquées par la catastrophe naturelle en Arménie, ni à l'agitation nationaliste de certaines républiques dont en particulier les pays Baltes. Le chef de la bureaucratie russe a proposé à New York devant l'assemblée de l'ONU, une réduction des effectifs militaires russes de 500 000 hommes et 5 000 chars, touchant en particulier l'Europe centrale et la partie Ouest de l'URSS, et ce dans un délai de deux ans. On a aussitôt appris que le chef d'état-major de l'armée avait démissionné, officiellement pour «raison de santé». De là à penser que Gorbatchev se heurterait à une forte opposition parmi les cadres

de l'armée, il n'y a pas loin. Certes les militaires ne sont jamais chauds, dans aucun pays pour des réductions d'effectifs ou de budget. Mais celle-ci, qui représente 10 % sur une armée de 5 millions d'hommes sous les drapeaux, n'est pas vraiment une remise en cause du dispositif militaire russe. Par contre elle répond en même temps qu'aux besoins d'un geste de propagande pour «la détente», à la nécessité pour l'Etat russe de réduire son déficit budgétaire (34 milliards de roubles pour cette année, soit 340 milliards de francs). Dans l'armée russe, ce n'est pas la première réduction spectaculaire et toute la presse a rappelé que Khrouchtchev en 1960 avait lui réduit les

effectifs de 1 200 000 hommes. Certes Khrouchtchev a bien été limogé, mais c'était quelques années plus tard.

Dans la lutte qui se déroule aujourd'hui dans les sommets de la bureaucratie. tout n'étant pas «transparent», peut-on savoir de quelle façon les déclarations de Gorbatchev à l'ONU seront utilisées ? Il ne serait pas étonnant en tout cas que les réactions qu'elles ont suscitées, dont la démission du chef d'état-major est un symptôme, aient elles aussi fait à Gorbatchev l'effet d'un tremblement de terre, qui le personnellement trouble peut-être plus encore que le véritable...

L.G.